



# Avec la FSU, pour l'égalité !

La **FSU** est une fédération syndicale présente dans l'Éducation et la formation, Jeunesse et Sports, la Recherche, la Culture, la Justice, l'emploi... Elle se reconnaît dans le **syndicalisme de transformation sociale** : à ce titre elle porte un projet global de transformation de la société. Elle œuvre en faveur de choix éducatifs, économiques et sociaux de justice, d'égalité, de solidarité, de laïcité et de démocratie. Elle contribue à la défense et à la promotion des Droits humains, des libertés individuelles et collectives, en France et dans le monde, agit pour la paix et le désarmement, contre les exclusions, le racisme, la xénophobie, le sexisme et les discriminations de toute nature.

La **FSU** favorise le développement du rôle et de la place des femmes dans la société. Son action contre toutes les discriminations comporte une double dimension : en tant que fédération syndicale elle revendique l'**égalité complète des droits**, s'emploie à mettre en évidence les ressorts des inégalités, et défend les personnels victimes de discriminations ; en tant qu'organisation très présente dans l'éducation, elle **promeut une éducation à l'égalité** et à la diversité dès le plus jeune âge. En particulier, elle revendique, afin de combattre le sexisme et l'homophobie, une éducation prenant en compte les résultats scientifiques issus des études sur le genre et son inscription dans les contenus et programmes d'enseignement à tous les niveaux.

## Des mandats résolument féministes ! Pour les droits des femmes, pour l'égalité réelle

**En 2012 encore, les femmes font toujours l'objet de discriminations et de violences liées à leur sexe. Le patriarcat, même s'il se nourrit du système capitaliste, possède ses propres outils de domination que toute organisation progressiste doit combattre au même titre qu'elle lutte contre toutes les formes de discriminations sociales et raciales.**

Rappelons qu'en France, une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint ou de son ex-conjoint, que les tâches domestiques reposent toujours majoritairement sur les femmes, que les femmes issues des minorités sont victimes de double voire triple discriminations (lesbophobie, femmes migrantes...), que l'accès aux soins et à l'accueil en termes de contraception est toujours plus inégalitaire selon les territoires. Chaque jour plus menacés par les coupes budgétaires, les centres pratiquant l'IVG continuent d'être pris pour cibles par les tenant-es de l'ordre moral, qui font subir une pression intolérable aux femmes venant consulter. De plus, dans le contexte actuel de politiques d'austérité, les femmes sont les plus touchées par le chômage, le sous-emploi, la paupérisation. Temps et conditions de travail, salaires, précarité, services publics, violences : autant de questions où l'approche féministe est indispensable et doit s'articuler avec l'approche syndicale générale.

Rappelons aussi que **l'École reste un lieu de reproduction des stéréotypes** et ne remplit pas correctement sa mission d'éducation à l'égalité, faute de moyens, de formation et de volonté politique, que de nombreuses publicités et médias continuent à véhiculer des images dégradantes de « la » femme, entre objet sexuel perpétuellement disponible et fée du logis. Car l'éveil est bien là ; **c'est dans les consciences que l'égalité doit devenir réelle**, et les lois et actions publiques sont les premières garantes des droits qui ont été conquis.

La formation de tou-ttes les agent-es de la Fonction publique, en particulier des enseignant-es, doit intégrer les problématiques d'égalité femmes/hommes.

L'appareil législatif s'est doté de textes protégeant officiellement l'égalité, mais l'État ne s'est pas donné tous les moyens de les mettre en place. Malgré les lois sur la parité, l'exclusion des femmes des places de décision dans le monde professionnel, politique, syndical se perpétue. La récréation d'un ministère des droits des femmes est néanmoins le signe de l'intérêt qui leur est porté. Cependant, les propos sexistes envers les femmes politiques se sont multipliés et, si le gouvernement actuel est paritaire, la composition des ministères ne l'est pas. On est bien loin de l'État exemplaire revendiqué !

Un syndicalisme qui œuvre pour la transformation sociale doit promouvoir une société qui traite et considère **les femmes et les hommes de façon égalitaire**, aussi bien dans le domaine privé que dans le domaine public. (suite page 2)



copyright Claude Szmulewicz

## Lors de son congrès en 2013

### la FSU a revendiqué :

- **la promotion d'une éducation anti-sexiste** à destination des jeunes (révision des programmes, des manuels scolaires, formation des personnels, éducation affective et sexuelle...);
- **la systématisation d'une éducation** aux questions d'égalité pour les personnels de tous les services publics, avec des moyens réels donnés aux établissements (EN, PJJ, Pôle emploi,...);
- **l'élargissement effectif des choix d'orientation** et de professions;
- **la sanction systématique** des entreprises qui ne respectent pas l'égalité professionnelle, et l'arrêt du recours aux temps partiels imposés. Le CDI et le temps complet doivent être la norme sur le marché du travail et, dans la Fonction publique, la précarité doit être résorbée;
- **la lutte contre le harcèlement sexuel** (politique de prévention, sanctions);
- **une retraite décente pour toutes et tous**, notamment par le rétablissement des bonifications pour enfant;
- **l'application de la loi contre les violences faites aux femmes de Juillet 2010** et son renforcement par l'adoption d'une loi cadre sur les violences faites aux femmes;
- **l'accès garanti de tous et de toutes à une contraception remboursée intégralement**, avec prise en charge immédiate des consultations et ordonnances par la sécurité sociale, ainsi que le remboursement de l'IVG à 100 %;
- **la création de centres IVG** sous forme de structure d'établissement hospitalier ou des centres de santé publique avec CIVG, et des centres de santé sexuelle, l'arrêt de toute fermeture de centre IVG et la réouverture de la centaine de centres fermés depuis dix ans;
- **le rétablissement des subventions au Planning familial**;
- **la réelle prise en compte dans la formation** des personnels médicaux des questions spécifiques aux **droits des femmes à disposer de leur corps**; il est temps de supprimer la clause de conscience concernant les IVG pour les médecins.

## Égalité professionnelle

### La FSU signe le protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la Fonction publique

À travers cette signature, la FSU réaffirme son engagement en faveur de l'égalité.

Ce protocole n'aura pas à lui seul d'effet immédiat, ce qui nécessitera l'engagement de l'ensemble de la Fonction publique pour le décliner en mesures concrètes.

La FSU continuera d'agir avec les personnels sur cette question, notamment en utilisant les outils créés par cette négociation afin que l'égalité soit bien réelle et effective dans toute la Fonction publique.

Suite page 1

**La FSU fait partie du mouvement féministe** et est présente dans toutes les mobilisations actuelles. Elle s'investit notamment dans les actions de la Marche Mondiale des Femmes, du Collectif National pour les Droits des Femmes.

La défense des droits des femmes ne peut être faite à coups d'annonces politiques bienfaites. Elle doit être accompagnée de **moyens réels pour les services publics**, pour la politique familiale, l'accueil de la petite enfance, la prise en charge de la dépendance, pour une politique de l'emploi offensive refusant toute entorse au droit du travail, tant au niveau des horaires que des conditions de travail et des rémunérations, pour la lutte contre les discriminations, pour la prévention des violences et l'autonomie des femmes.

### La FSU s'est engagée dans des campagnes en faveur de l'abolition de la prostitution.

Celle-ci passe par des politiques publiques de développement de dispositifs d'accueil et de suivi, la suppression du délit de racolage pour les prostitué-es, l'accès aux droits sociaux, une politique réelle d'insertion sur le marché du travail pour les personnes prostituées qui veulent sortir de la prostitution, le développement des moyens dans la lutte contre la traite des femmes et le proxénétisme. Elle propose de poursuivre les relations avec les associations féministes pour continuer sa réflexion sur les moyens permettant d'y arriver.

Plus généralement, la FSU se dotera d'outils afin de poursuivre les débats sur les questions des droits des femmes.

**La FSU s'oppose à la légalisation de la Gestation pour Autrui** qui constitue une atteinte inacceptable aux droits des femmes (en particulier les plus pauvres) et une marchandisation de leurs corps. »

(Extrait des textes  
du congrès de Poitiers - février 2013)



# Avec la FSU, pour une éducation à l'égalité !

« Malgré la mixité, les parcours scolaires des filles et des garçons ne sont pas les mêmes. Les stéréotypes ont un poids considérable dans les valeurs que les jeunes attribuent à telle ou telle discipline ou filière. L'orientation scolaire est d'abord sexuée. L'école prend très peu en charge les rapports sociaux liés au sexe. Entre méconnaissance, indifférence et négation, par ses modalités de transmission, parfois ses contenus d'enseignement et notamment à travers les manuels scolaires, elle perpétue différences et stéréotypes sans remettre en cause leur représentation et leur fondement. Par ailleurs, les relations filles/garçons ne sont pas toujours empreintes de respect.

Alors que l'école devrait permettre aux jeunes de s'émanciper, les individu-es continuent d'intérioriser et de transmettre des significations sociales propres à leur appartenance de sexe en en reproduisant les contraintes, les attitudes, les pratiques, les modes de pensée, les places attribuées dans la société, les hiérarchies de genre et d'orientations sexuelles et les rapports spécifiques que femmes et hommes entretiennent entre eux. Il est urgent de construire des actions en faveur du respect mutuel et de l'égalité.

**La FSU revendique des campagnes régulières sur ces questions, construites en partenariat avec**

les associations, la systématisation des séances d'éducation à la sexualité et de la présence des formations dédiées dans les plans de formation académiques. Elle demande la prise en compte de la question de la construction sociale du genre et de l'infériorisation systématique des femmes, la promotion de l'égalité et de la diversité, la prise en compte dans les programmes et manuels scolaires, et la formation initiale systématique des personnels sur ces questions, dans des formations spécifiques mais aussi dans toutes les formations disciplinaires.

**La FSU demande que les séances d'éducation à la sexualité et à l'égalité soient partie intégrante de la formation des jeunes, adaptée à chaque niveau d'enseignement. Le manque de temps de formation et de moyens des personnels, ainsi que le manque de moyens accordés aux associations pouvant intervenir lors de telles actions, pèsent sur la faisabilité de ces séances, censées être au nombre de trois par an dès le primaire. L'éducation à la sexualité ne saurait se réduire à la biologie de la reproduction ou à la prévention sanitaire, elle doit aussi concerner la relation affective, le désir, le respect entre partenaires, la lutte contre la phobie des lesbiennes, gays, bi et transsexuels. »**

(Extrait des textes du congrès de Poitiers - février 2013)



## Publications du secteur Femmes

**Pour Elles**, à retrouver sur le site de la FSU dans la rubrique Outils militants : <http://www.fsu.fr/Pour-Info-FSU-En-ligne-newsletter,1255.html>

**Pour contacter le secteur Femmes de la FSU :**  
[cafem@listes.fsu.fr](mailto:cafem@listes.fsu.fr)

Notre **presse syndicale** (publications de la fédération et de ses syndicats) se fait l'écho des résultats de la **recherche universitaire**, fait connaître les **initiatives de terrain** se déroulant notamment dans les établissements scolaires, assure la **diffusion d'outils pédagogiques et/ou militants**, et propose régulièrement des bibliographies de littérature jeunesse sur différents thèmes, avec des ouvrages bien souvent choisis pour leur engagement.

Nos militant-es s'engagent activement dans l'élaboration de divers outils et expérimentations pédagogiques, dans l'**organisation de formations**, dans le travail dans différents cadres unitaires, aux niveaux national et local, afin de permettre aux collègues d'agir avec leurs élèves : en éducation civique, en éducation affective et sexuelle, en EPS, en Histoire, en Littérature jeunesse (primaire), en sciences...

Photos de Nelly Trumel et Claude Szmulewicz